



**PRÉFET
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
6 avenue du Général de Gaulle
CS 90254
43009 Le Puy-en-Velay Cedex

Le Puy-en-Velay, le 28/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

G'IMPRIM SAS

Rue du Calvaire
43600 Sainte-Sigolène

Références : UiD4243-EAR-024-216
Code AIOT : 0005602301

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/04/2024 dans l'établissement G'IMPRIM SAS implanté Z.I. les Taillas 43600 Sainte-Sigolène. L'inspection a été annoncée le 26/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- G'IMPRIM SAS
- Z.I. les Taillas 43600 Sainte-Sigolène
- Code AIOT : 0005602301
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société G'Imprim est spécialisée dans l'impression par flexographie sur des matériaux d'emballage souples.

Elle emploie une quarantaine de personnes et fonctionne 350 jours par an.
Pour réaliser son activité, elle dispose de 7 machines d'impression par flexographie.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 16/01/2024, article 5.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 16/01/2024, article 2.2.2; 2.2.3; 2.3.3	Demande d'action corrective	3 mois
5	Émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 16/01/2024, article 2.2.1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Rétention eaux extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 16/01/2024, article 5.1.3	Sans objet
3	Déversement accidentel	Arrêté Préfectoral du 16/01/2024, article 5.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit travailler sur le plan de gestion des solvants afin que celui-ci comprenne des indications relatives au respect des VLE, et le cas échéant, un plan d'actions visant à réduire la consommation ou les émissions de solvants. En cas de dépassement, ce plan de gestion doit comporter un commentaire sur l'origine de ce dépassement et les actions envisagées ou mises en œuvre pour le réduire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2024, article 5.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : La défense extérieure contre l'incendie est assurée par les deux points d'eau incendie situés à proximité du site, conformes aux normes en vigueur, délivrant un débit simultané de 120m ³ /h. En outre, l'établissement dispose à minima : <ul style="list-style-type: none"> - de systèmes d'extinction automatique d'incendie dans l'ensemble du bâtiment alimenté par 2 réserves d'eau de 450m³ chacune ; - d'extincteurs en nombre et en qualité, adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;

- de robinets d'incendie armés.
<p>Constats :</p> <p>Les deux points d'eau incendie sont présents à proximité du site. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de justificatif de leur débit.</p> <p>Les 2 réserves d'eau de 450 m³ chacune sont présentes sur le site.</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté la présence d'extincteurs et de RIA répartis sur l'ensemble de l'exploitation. Par échantillonnage, il a été constaté que les extincteurs sont visibles et accessibles. Les bâtiments sont équipés d'un système de sprinklage. Une partie de ce système permet de diffuser une mousse d'extinction.</p> <p>L'exploitant a été en mesure de présenter le rapport de vérification périodique des extincteurs daté du 12/03/2024 et ne comportant aucune observation.</p> <p>Le système de sprinklage est vérifié 2 fois par an par un organisme extérieur. L'exploitant a été en mesure de présenter le rapport de vérification du système de sprinklage daté du 06/12/23. Ce rapport comporte des observations ou demandes d'améliorations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Prévoir l'entretien quinquennal de l'installation ; • Un rideau d'eau a été installé sur le mur extérieur (zone AFF). Les têtes de sprinklers risquent de geler ; • Ne pas entreposer des armoires dans les toilettes et douches (vestiaire) ou prévoir une protection sprinklers (douche) ; • Raccorder la vanne 3 voix en alarme (Firedos) ; • Remplacer le réservoir hydropneumatique de la pompe. <p>Malgré ces observations ou demandes d'amélioration, ce rapport conclut que le système est en ordre de marche.</p> <p>Les RIA sont directement raccordés au système de sprinklage, leur permettant de délivrer, selon leur emplacement, de l'eau ou de la mousse. Leur vérification annuelle est réalisée en même temps que la vérification du système de sprinklage. Sur le dernier rapport daté du 06/12/23, la vérification des RIA n'apparaît pas.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans un délai de 3 mois, l'exploitant devra transmettre à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un résultat d'essai en simultanée des deux poteaux incendie ; • les justificatifs permettant de lever les observations inscrites sur le rapport de vérification du système de sprinklage ; • Le dernier rapport de vérification du système de sprinklage comportant la vérification des RIA.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Rétention eaux extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2024, article 5.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Des équipements sont prévus afin de retenir les eaux d'extinction incendie en cas de sinistre: - un bassin de rétention de 600 m ³ est aménagé au sous-sol du bâtiment et permet de récupérer les eaux d'extinction de l'ensemble du bâtiment. Le dispositif doit retenir également les eaux issues du réseau de sprinklage en cas de déclenchement ; - un muret de rétention, est aménagé au point bas des zones goudronnées autour du bâtiment et est associé à une vanne guillotine à fermeture manuelle en cas de sinistre. Ce dispositif permet la rétention de 100 m ³ supplémentaires.
Constats : Un bassin de rétention est aménagé au sous-sol. Une trappe permet à l'exploitant de réaliser un contrôle visuel régulier. Le dernier contrôle a été réalisé en décembre 2023. Lors de la visite de l'atelier, l'exploitant a indiqué que tout liquide déversé dans l'atelier était dirigé vers ce bassin de rétention. La vanne guillotine est présente près du muret de rétention. L'exploitant a indiqué la manière dont elle était mise en œuvre en cas de sinistre.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Déversement accidentel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2024, article 5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Renversement
Prescription contrôlée : Le stockage des produits solvantés concentrés est effectué dans des cuves enterrées à double paroi équipées d'un système de détection de fuite. Les tuyauteries enterrées véhiculant les produits solvantés concentrés sont à double paroi et équipées d'un système de détection de fuite. Le local « encre » est pourvu d'une rétention conforme aux dispositions des articles 24 à 27 de l'arrêté du 04/10/2010 susvisé. L'aire de dépotage extérieure des solvants est dotée d'une rétention conforme aux dispositions des articles 24 à 27 de l'arrêté du 04/10/2010 susvisé. En phase de dépotage, la vanne d'obturation de l'aire de dépotage des solvants est maintenue fermée. Le remplissage des cuves est équipé d'un dispositif de sécurité interrompant le remplissage lorsque le niveau maximal d'utilisation de la cuve est atteint. En cas de déversement accidentel, toutes les dispositions sont prises pour éviter un transfert de la pollution dans l'environnement. En particulier, des kits d'urgence (papiers absorbants...) sont mis à disposition des opérateurs. En cas de déversement d'effluents pollués dans le réseau des eaux pluviales du site, la vanne d'obturation du réseau d'eau pluviales est fermée. Cette vanne est signalée et les actions à mener font l'objet de consignes.

Constats :

Les produits solvantés concentrés sont stockés dans des cuves enterrées. L'exploitant a indiqué qu'elles étaient à double paroi et équipée d'un système de détection de fuite.

Le local « encre » est pourvu d'une rétention qui, en cas de débordement, est reliée au bassin de rétention aménagé au sous-sol.

Au niveau de l'aire de dépotage, le regard est équipé d'une vanne qui permet d'isoler le réseau d'eau pluviale. L'exploitant a indiqué que lors de la phase de dépotage, cette vanne était maintenue fermée pour isoler les déversements accidentels dans les réseaux.

L'exploitant a indiqué la présence de sacs de poudre absorbante à proximité de l'aire de dépotage

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2024, article 2.2.2; 2.2.3; 2.3.3

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :**Article 2.2.2 :**

Toutes les dispositions sont prises en vue de respecter les rejets diffus de COV (cf article 2.4 de l'annexe de l'arrêté du 3 février 2022 susvisé), en particulier :

- les cuves de stockage des solvants sont fermées, possèdent une double paroi et sont équipées d'un détecteur de fuite et d'un évent.
- l'alimentation en solvant des machines d'impression est réalisée par des canalisations dédiées
- les cuves de dépotage sont équipées d'un système de flotteur bloqueur afin d'empêcher les débordements.

Le flux annuel d'émissions diffuses de COVT ne dépasse pas 12% de la consommation annuelle de solvant.

Le flux est déterminé au travers du plan de gestion des solvants mentionné au 2.3.3

Article 2.2.3 :

L'exploitant tient à jour un plan de gestion des solvants tel que défini à l'article 4 de l'annexe de l'arrêté du 2 février 2022 susmentionné. Il le transmet annuellement à l'inspection des installations classées, statue sur le respect des valeurs limites d'émissions applicables et l'informe de ses actions visant à réduire la consommation et les émissions de solvants.

Article 2.3.2:

L'exploitant déduit ses émissions diffuses du plan de gestion des solvants tel que défini à l'article 4 de l'annexe de l'arrêté du 2 février 2022 susmentionné. Il assure la mise en œuvre effective des mesures de réduction d'incertitudes qui y sont précisées afin de garantir la fiabilité des données utilisées.

Constats :

L'exploitant a transmis le plan de gestion des solvants pour l'année 2023 à l'inspection.

À partir des données de ce plan de gestion, l'exploitant a été en mesure de déduire les émissions diffuses qui s'élèvent à 88,2 tonnes. Ainsi, le taux des émissions diffuses est de 11 % ($I1+I2=804$ tonnes et est inférieur à la valeur limite d'émission imposée de 12 %.

Néanmoins, il ne permet pas de vérifier si les valeurs limites d'émission applicables sont respectées et ne comporte aucune information sur un éventuel plan d'action visant à la réduction de la consommation ou d'émissions de solvants.

L'exploitation est réglementée par l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2024 et autorisée, notamment pour les rubriques 3670.2 et 1978 de la nomenclature des ICPE, à consommer 200 tonnes de solvants par an, bien inférieure à la consommation de solvants indiquée dans le plan de gestion des solvants 2023 (554 tonnes). Le dossier de demande d'autorisation déposé par l'exploitant indiquait bien, notamment dans le récapitulatif de la demande, une quantité de 200 t/an au titre de la rubrique 3670. Néanmoins, après analyse du contenu du dossier, il apparaît que le plan de gestion 2021 sur lequel l'exploitant s'est appuyé pour réaliser l'étude d'impact indiquait une consommation de solvants de l'ordre de 621 tonnes. Ainsi, des erreurs d'écritures pourraient être la cause de l'écart constaté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai de 3 mois, l'exploitant devra transmettre à l'inspection :

- Le plan de gestion des solvants 2023 complété, de façon à respecter les dispositions de l'article 2.2.3 susvisé, c'est-à-dire comportant :
 - une analyse statuant du respect des valeurs limites d'émission autorisées, et, en cas de dépassement, l'origine de ce dépassement et les mesures mises en œuvre pour y remédier ;
 - un plan d'actions visant à réduire la consommation et les émissions de solvants.

Concernant la différence relative à la consommation de solvants, entre le dossier de demande d'autorisation et la quantité mentionnée à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2024, une erreur d'écriture semblerait s'être glissée. L'inspection va procéder à une analyse détaillée des hypothèses du dossier de demande d'autorisation, et le cas échéant, un projet d'arrêté préfectoral complémentaire pourra être proposé à monsieur le préfet de Haute-Loire afin de modifier les volumes autorisés au titre des rubriques 3670 et 1978.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2024, article 2.2.1		
Thème(s) : Risques chroniques, Air		
Prescription contrôlée : (...) Les rejets en COV canalisés font l'objet d'un traitement par oxydation thermique. (...) Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. La teneur en oxygène de référence pour la vérification de la conformité aux valeurs limites d'émission est celle mesurée dans les effluents en sortie de l'équipement d'oxydation.		
Paramètre	Conduit n°1	
	Concentration mg/Nm3	Flux
		Kg/h ou g/h
NO _x en équivalent NO ₂	100	3500g/h
CO	100	3500g/h
COVT (exprimé en équivalent C)	20	700g/h
Constats : Le rapport d'analyse des rejets atmosphériques de l'année 2024 (prélèvements effectués le 15 janvier 2024) a été présenté à l'inspection. Il montre le respect des valeurs limites d'émissions en COVT et NO _x fixées par l'article 2.2.1 de l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2024, mais un dépassement pour le CO : [COVT] = 10,4 mg/m3,, Ø COVT = 434 g/h VLE : [COVT] = 20 mg/m3,, Ø COVT = 700 g/h valeurs mesurées : [NO _x] = 3,3 mg/m3,, Ø NO _x = 99,8 g/h VLE : [NO _x] = 100 mg/m3,, Ø NO _x = 3500 g/h valeurs mesurées : [CO] = 178 mg/m3,, Ø CO = 5370 g/h VLE : [CO] = 100 mg/m3,, Ø CO = 3500 g/h		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans un délai de 3 mois, l'exploitant devra transmettre à l'inspection ses commentaires vis-à-vis du dépassement constaté en CO et les dispositions qu'il compte mettre en œuvre afin de respecter la valeur limite d'émission imposée.		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Demande d'action corrective		
Proposition de délais : 3 mois		